



**PRÉFET
DE LA MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Bureau des enquêtes publiques et de l'environnement

Affaire suivie par Mme Brigitte Becker
brigitte.becker@moselle.gouv.fr
03 87 34 88 94

**Secrétariat général
Direction de la coordination et de
l'appui territorial**

Metz, le **8 AOUT 2024**

Lettre recommandée avec AR 2C 115 008 7463 3

Monsieur le directeur,

Le 10 juin 2024, les services de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées ont réalisé une visite d'inspection de vos installations.

Il a été constaté que vous ne respectez pas certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral n°2005-AG/2-22 du 17 janvier 2005 modifié vous autorisant à exploiter vos installations et de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature.

Le 22 juillet 2024, considérant ces manquements, je vous ai adressé un projet d'arrêté préfectoral vous mettant en demeure de respecter lesdites dispositions.

En l'absence d'observation de votre part dans les délais impartis, conformément aux dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement, je vous notifie sous ce pli une copie de l'arrêté préfectoral de ce jour mettant en demeure la société SNF SA de respecter les dispositions qui s'imposent à ses installations.

Veuillez agréer, monsieur le directeur, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général


Richard Smith

Monsieur le directeur
Société SNF SA
Route de Haslach
ZI de l'Euport
57500 Saint-Avold

Copie à :

- Monsieur le sous-préfet de Forbach – Boulay-Moselle
- Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand-Est

ARRÊTÉ n° 2024-DCAT-BEPE- 161

du - 8 AOUT 2024

mettant en demeure la société SNF SA de respecter certaines prescriptions pour ses installations implantées sur le territoire de la commune de Saint-Avold

Le préfet de la Moselle
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du mérite

- Vu** le livre Ier, titre VII du code de l'environnement et notamment l'article R.171-8 ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Laurent Touvet, préfet de la Moselle ;
- Vu** l'arrêté préfectoral DCL n° 2023-A-05 du 6 février 2023 portant délégation de signature en faveur de M. Richard Smith, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2005-AG/2-22 du 17 janvier 2005 modifié autorisant la société SNF Floerger à exploiter un atelier de production de monomères acryliques quaternisés, un atelier de fabrication de polyamines, un atelier de fabrication de DADMAC et PolyDADMAC et un atelier pilote pour la synthèse des monomères MDAA et du polymère PolyMDAA-HCl, sur son site de Saint-Avold ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2005-AG/2-23 du 17 janvier 2005 modifié autorisant la société SNF Floerger à exploiter un atelier de production de monomères acryliques quaternisés sur son site de Saint-Avold ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2005-AG/2-24 du 17 janvier 2005 modifié autorisant la société SNF Floerger à exploiter un atelier de fabrication de polyamines sur son site de Saint-Avold ;
- Vu** le rapport du 16 juillet 2024 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand Est chargée de l'inspection des installations classées ;
- Vu** le courrier préfectoral du 22 juillet 2024 informant la société SNF SA de la mise en demeure envisagée à son encontre et le projet d'arrêté préfectoral correspondant ;
- Vu** l'absence d'observation formulées par la société SNF SA dans le délai imparti ;

Considérant que l'étude de dangers (révision de décembre 2022) ne prévoit pas le stockage de matières premières au droit de la zone nommée A2 ;

Considérant que l'étude de dangers identifie clairement les zones de stockage de matières premières (03, 03B, 04A, 04C, 07B, 08A, 08C) ;

Considérant par conséquent que certaines dispositions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral n° 2005-AG/2-22 du 17 janvier 2005 modifié susvisé ne sont pas respectées ;

Considérant que l'article 49 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 dispose que les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible. Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. Notamment, les rejets à l'atmosphère sont dans toute la mesure du possible collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente. [...] ;

Considérant que la partie terminale de certains rejets canalisés au droit du site est horizontale et ne permet pas une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur ;

Considérant par conséquent que certaines dispositions des articles 49 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié susvisé ne sont pas respectées ;

Considérant que le non-respect de ces dispositions est de nature à porter atteinte aux intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant l'article L.171-8 du code de l'environnement qui dispose que : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* » ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture, de la Moselle ;

ARRÊTE

Article 1^{er}

La société SNF SA, dont le siège social est situé rue Adrienne Bolland - ZAC de Milieux à ANDREZIEUX (42 163 Cedex) est mise en demeure de respecter, à compter de la notification du présent arrêté, pour ses installations implantées Route de Haslach à Saint-Avold (57500) :

- dans un délai d'un mois :

- les dispositions suivantes de l'article 4 (partiel) de l'arrêté préfectoral n° 2005-AG/2-22 du 17 janvier 2005 modifié susvisé :
« Les installations et leurs annexes seront situées, installées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande d'autorisation [...] »
- les dispositions suivantes de l'étude de danger (révision décembre 2022)
« Les matières premières sont stockées sur les zones 03, 03B, 04A, 04C, 07B, 08A, 08C [...] »

– dans un délai de 6 mois :

- les dispositions suivantes de l'article 49 (partiel) de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié susvisé :
« Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. Notamment, les rejets à l'atmosphère sont dans toute la mesure du possible collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente. [...] »

Article 2

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est chargé de l'inspection des installations classées, et tous agents de la force publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société SNF SA et dont une copie est également transmise, pour information, au sous-préfet de Forbach - Boulay-Moselle et au maire de Saint-Avold.

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général


Richard Smith

Délais et voies de recours :

En vertu de l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

Les particuliers et les personnes morales de droit privé non chargées de la gestion d'un service public peuvent déposer leur recours par voie dématérialisée via l'application Télérecours citoyens depuis le site <http://www.telerecours.fr/>.

